

## Les Frontières : Approche historique

**Le mot** vient du vocabulaire militaire et désigne au Moyen-âge la ligne sur laquelle s'affrontent deux armées ; il en vient à désigner la ligne, en principe fixée par des accords et des traités, marquant la limite entre deux territoires souverains (cf sous Louis XIV, « le Pré carré » que le roi s'efforce d'agrandir, partout où aucune limite « naturelle » n'existe : particulièrement en Flandres). Mais celles-ci sont souvent tarabiscotées, au gré des annexions militaires et renforcées par des lignes de forteresses...dont les vestiges font les délices des entreprises de tourisme.

C'est une notion qui a évolué au cours des âges, dans la forme, dans le vocabulaire et dans l'imaginaire collectif. Notion ambiguë entre cordon de protection, à défendre coûte que coûte et no mans land un peu large et élastique séparant deux foyers de civilisation, à ne franchir qu'à ses risques et périls, car hanté par des personnages douteux (exilés politiques, bandits de grand chemin, bergers à l'affut d'une razzia ...).

Ainsi, à Athènes (et dans d'autres cités grecques antiques) la défense des frontières était dévolue aux jeunes futurs citoyens de 19 à 20 ans qui effectuaient leur éphébie (service militaire) : après une première année de formation militaire, ils patrouillaient le long des frontières terrestres (assez floues, entre broussailles, pierraille, montagnes et forêts) pour arrêter brigands, contrebandiers et surtout ennemis étrangers.

En Europe (et pays « policés » du nord, aujourd'hui), nous avons œuvré depuis 70 ans, à atténuer ces frontières, puis pratiquement à les faire disparaître à l'intérieur de l'UE et surtout de l'espace de Schengen : libre circulation des **marchandises** (au nom du libre-échange, prôné par le libéralisme économique ; ce serait la garantie d'une meilleure prospérité, vieil héritage anglo-saxon et des Lumières : « laisser-faire, laisser passer »...logique commerciale)...

Et libre circulation des **hommes** : suppression des visas, des contrôles douaniers, puis autorisation de s'établir partout dans l'UE et d'y travailler...mais pour les seuls ressortissants de ces pays ; encouragement à faire des études et des stages professionnels dans les différents pays de l'UE : les jeunes trouvent cela tout-à-fait naturel et sont de plus en plus prêts à sillonner le monde entier si aucun obstacle ne les arrête.

Mais d'autre part, depuis 40 ans (crise du pétrole !), pour des raisons politiques, l'Europe se barricade de plus en plus contre l'arrivée d'étrangers à l'UE (et aux pays riches du Nord), perçus comme des envahisseurs susceptibles de dérégler le marché du travail et de plus en plus comme de possibles terroristes. En ce moment, ça devient une véritable psychose, montée en épingle par certains partis politiques, avec l'aide de médias, par peur qu'ils effacent notre « identité ». Ce réflexe de peur de l'étranger (exposé comme normal, naturel) en vient à inverser le mouvement précédent d'effacement des frontières et à demander le retour des frontières, à l'ancienne, pour les hommes et même pour les marchandises. Sorte de retour aux sources, à « ce qui est naturel » (de même que pour les mœurs, la cuisine, les habits...) un aspect de l'essentialisme qui simplifie les jugements !

De fait, la notion de frontière n'a rien de « naturel ».

Si on remonte à l'Antiquité, les premiers centres de civilisation se caractérisaient par une plus grande densité de population et d'activités (agricoles, artisanales, religieuses administratives...) sans qu'on puisse en définir des contours précis. Peu à peu, au contact d'autres noyaux culturels voisins, il est devenu nécessaire d'élaborer une centralisation politique avec des forces militaires et religieuses pour la protéger...et donc un système d'impôts pour faire fonctionner l'ensemble (cf laDDHC 1789). D'ailleurs, l'une des origines des écritures (en Mésopotamie par exemple) a été la nécessité de comptabiliser les impôts !

Ces premiers centres de civilisation, parfois assez petits (cités-Etats), parfois plus larges, reliés entre eux par des routes commerciales, pouvaient former une sorte de fédération plus ou moins lâche. Ces fédérations ont souvent été absorbées par un Etat dominateur (force militaire surtout) et transformées en Empire pour quelques générations (dynasties) voire quelques siècles, si elles avaient le génie de l'organisation, en plus de la force militaire (ex : Egypte, Babylone, Chine, Perse, Rome bien sûr !).

Les limites de ces Empires étaient en général des marges (les marches) où stationnaient des formations militaires prêtes à intervenir en cas d'invasion (ex des légions romaines le long du Rhin), parfois doublées d'un mur plus ou moins solide (les « limes » romains, le mur d'Hadrien, la Grande Muraille de Chine, les fortifications de Vauban... le « rideau de fer »... et aujourd'hui les murs de Cisjordanie, entre les Etats-Unis et le Mexique, Melilla et Ceuta et ce n'est pas fini !).

Souvent ces « marches » (gouvernées par un grand seigneur : un marquis dans notre Ancien régime !), étaient des pays peu hospitaliers et donc moins densément peuplés (« déserts », forêts sombres (voir nos contes de fées), zones marécageuses, hautes barrières montagneuses, fleuves infranchissables ...). Leurs rares habitants, souvent restés semi-nomades, étaient très mal vus, car ils ne dédaignaient pas d'améliorer leur ordinaire par quelques razzias ; certains en ont fait leur mode de vie principal, jusqu'à ce que des plus forts qu'eux les cadrent et les assignent à un territoire particulier : ex, les Vikings devenus des Normands.

S'ils devenaient assez puissants pour imposer leur domination, prélevant des tributs sur les sédentaires (les « manants » qu'ils méprisent), ces « barbares » s'affirment comme les « nobles » avec leur morale de guerriers, même s'ils restent, et de loin, les moins nombreux : ainsi ont défilé sur nos contrées, après les Romains, les Francs (et autres peuples Germaniques) ...et plus à l'est les Arabes, les Mongols et sur le Nouveau Monde les Conquistadors, puis les Yankees... Pour tous ceux-là, la notion de frontière est très floue : ce n'est pas une limite à respecter, mais à franchir, à repousser toujours plus loin (the Frontier aux USA!). Pour eux, la population préexistante, installée là depuis des siècles, attachée à la terre de ses ancêtres se doit de les servir (serfs, dhimis, péons, fellahs, notre Tiers-Etat (avant 1789) au mieux) : à ceux-là sont imposées des limites de circulation, des contrôles, des taxes, des « octrois » aux portes mêmes des villes, des péages sur le moindre pont. Mais certains des « barbares » gardent le goût de l'aventure et l'esprit pionnier sur des générations, revendiquant pour eux la pleine liberté, là où ils se trouvent et déterminés à en chasser ceux des autochtones qui s'y accrochent, quitte à en massacrer quelques uns au passage.

Par contre, les grands Etats, pour stabiliser leur gouvernance, ont perfectionné leur administration et dès l'Antiquité ont inventé différents moyens pour cadrer territoire et population : l'écriture, les codes de loi, la hiérarchie administrative, la religion d'Etat... et les frontières .

Aujourd'hui en Europe, nous sommes très attachés à des frontières linéaires qu'on voudrait intangibles ...depuis 1945 ! Et nous sommes scandalisés par ceux (Afrique, Moyen-Orient..) qui les bousculent au nom d'une vision de l'espace géographique différente de la notre actuelle. En fait, ces « barbares » (sans excuser les massacres surmédiatisés qu'ils infligent à d'autres) sont parfois assez proches des « barbares » et aventuriers, dont nos pères ont fait partie, même récemment (esclavage, colonisation, déportation de population) au nom de logiques gentiment rhabillées, pour « apporter la civilisation », la « vraie religion »... Sans oublier quelques massacres de masse (ex les Herreros en Namibie...), pour vider les territoires convoités, de leur population autochtone ; ou bien, sous prétexte de « pacifier » à notre profit (à court terme) ces territoires ; parce qu'à long terme, nous y avons fichu la pagaille et aussi renforcé des traditions de violence et de haine dont nous ne savons plus comment nous dépêtrer.

Ainsi, nous sommes héritiers des deux notions de frontières :

- 1) D'une part, une zone floue entre deux pôles humains forts, qui idéalement pourraient se gérer de façon autonome : c'est cette vision, idéale, mais en contradiction avec l'évolution historique, que beaucoup rêveraient de faire re-vivre ! (voir le succès de toutes les animations

touristiques pour magnifier le patrimoine : OK pour s'émerveiller de ces belles choses ; mais gare à la tentation d'y voir de façon passionnelle une solution au malaise actuel).

- 2) D'autre part, une ligne bien définie, garantie par les Etats et le droit international, qu'on voudrait intangible.

Une telle ligne qui sépare deux populations et ensembles économique-culturels homogènes est de l'ordre de l'idéalisation, sans cesse bousculée par les réalités historiques au cours des siècles et aujourd'hui même : elle n'a d'existence que, étayée par des règles de droit national et international et tant que les parties en présence l'acceptent: elle est de l'ordre du contrat et dès que la contestation (du fait des Etats et/ou de la population ) atteint un certain seuil, elle risque fort d'être déplacée...jusqu'à la prochaine occasion (cf la Crimée et l'Ukraine).

Aussi une frontière peut avoir été définie politiquement, juridiquement sans avoir aucune réalité culturelle, linguistique, affective sur le terrain. Il arrive qu'une partie de la population l'ignore complètement et la franchisse régulièrement, sans état d'âme : elle n'en connaît que la vexation de devoir payer une taxe (une douane à laquelle elle se soustrait par la contrebande !).

Alors, faire appel à la notion de frontière, comme à une protection sûre c'est largement illusoire. Et est-ce souhaitable ? Car elle fonctionne, dans les fantasmes, de façon contradictoire :

- d'un côté protection contre la menace d'une invasion par des importations et par des immigrants avides de nos biens,
- de l'autre barrière désagréable, pour les exportations et pour les émigrés temporaires (que sont les touristes).

Cette ambivalence est contraire à notre éthique des Droits de l'Homme (1789 et 1948) qui voudrait que tous les hommes soient sur un pied d'égalité.

Aujourd'hui, le problème est devenu brûlant avec l'arrivée en Europe de dizaines de milliers de réfugiés qui déferlent depuis le sud et l'est de la Méditerranée par familles entières pour fuir les massacres perpétrés dans leur patrie, au risque de leur vie. Selon nos législations , ils ont droit à être protégés par le droit d'asile, mais tous les pays d'Europe ne sont pas prêts à les accueillir , surtout à un tel rythme. La situation, entre principes et peurs change tous les jours.

Pour nous entre christianisme et droits de l'homme aucune hésitations, il faut les accueillir et les protéger.